



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Secrétariat général aux  
affaires départementales**

**BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT**

**ARRÊTÉ N°52-2025-03-00101 DU 13 MARS 2025**

**portant prescriptions complémentaires pour la société CONSTANTIA**

**JEANNE D'ARC sur le territoire de la commune de Vecqueville**

**La Préfète de la Haute-Marne,**

Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite,

**VU** le Code de l'environnement, Livre V - partie réglementaire et partie législative - Titre 1er relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, notamment les articles L. 171-6, L. 171-7, L. 171-8 ;

**VU** l'arrêté ministériel du 3 août 2018 modifié fixant les prescriptions générales applicables aux installations de combustion relevant du régime de la déclaration,

**VU** l'arrêté préfectoral n° 646 du 19 janvier 2011 portant autorisation d'exploiter et prescriptions pour l'exploitation par la société CONSTANTIA JEANNE D'ARC, notamment son Titre 3 relatif à la prévention de la pollution atmosphérique et son Titre 7 relatif à la prévention des risques technologiques ;

**VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n°1019 du 27 mars 2018 modifiant l'arrêté d'autorisation sus-cité;

**VU** le porter à connaissance envoyé par l'exploitant le 26 mars 2024,

**VU** le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées du 6 janvier 2025, suite à une visite d'inspection effectuée le 3 octobre 2024 ;

**VU** les remarques de l'exploitant sur le projet d'arrêté préfectoral lors de la procédure contradictoire ;

**CONSIDÉRANT** que les conditions d'exploitation de l'installation doivent être modifiées ;

**SUR** proposition du Secrétaire général de la Préfecture,

**ARRÊTE :**

**Article 1 :** Liste des installations classées exploitées sur le site

Les prescriptions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°1019 du 27 mars 2018 modifiant celles de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 646 du 19 janvier 2011 sont remplacées par les prescriptions suivantes :

« Les rubriques exploitées sont les suivantes :

Numéro de la rubrique	Libellé de la rubrique	Nature et volume des activités autorisées	Classement
2450.A	<p>Imprimeries ou ateliers de reproduction graphique sur tout support tel que métal, papier, carton, matières plastiques, textiles, etc. utilisant une forme imprimante.</p> <p>A. Offset utilisant des rotatives à séchage thermique, héliogravure, flexographie et opérations connexes aux procédés d'impression quels qu'ils soient comme la fabrication de complexes par contrecollage ou le vernissage si la quantité totale de produits consommée pour revêtir le support est supérieure à 200 kg/j.</p>	<p>Présence de deux lignes d'héliogravure et d'une rotative flexographie.</p> <p>La quantité d'encre et vernis consommée est de <b>10 000 kg/jour</b>.</p>	A
3670	<p>Traitement de surface de matières, d'objets ou de produits à l'aide de solvants organiques, notamment pour les opérations d'apprêt, d'impression, de couchage, de dégraissage, d'imperméabilisation, de collage, de peinture, de nettoyage ou d'imprégnation, avec une capacité de consommation de solvant organique supérieure à 150 kilogrammes par heure ou à 200 tonnes par an</p>	<p>Présence de deux lignes d'héliogravure et d'une rotative flexographie.</p> <p>La quantité de solvants consommée est de <b>900 t/an</b>.</p>	A
4331	<p>Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 1000 t</p>	<p>Stockage :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>3 cuves enterrées : 75 t</li> <li>2 halls aérien de stockages de conteneurs, fûts et bidons : 60 t</li> </ul> <p>Liquides inflammables présents au sein des installations de mélange : 18,4 t</p> <p>En cours dans les ateliers : 12,6 t</p> <p><b>Total : 166 tonnes</b></p>	E
1510	<p>Entrepôts couverts.</p> <p>Le volume des entrepôts étant compris entre 5000 et 50 000 m<sup>3</sup>.</p>	<p>Stockage de 1400 tonnes de matières combustibles, dans des locaux d'entreposage présentant un volume de 13 900 m<sup>3</sup>.</p>	DC
2564.A	<p>Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces quelconques par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques.</p> <p>A. Pour les liquides organohalogénés ou des solvants organiques volatils, le volume équivalent des cuves de traitement étant supérieur à 200 l, mais inférieur ou égal à 1500 l</p>	<p>Présence d'une machine à laver de 200 litres, utilisée notamment pour le nettoyage des encriers</p>	DC

2910.A	<p>Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770, 2771 et 2971</p> <p>A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a ou au b (i) ou au b (iv) de la définition de biomasse, des produits connexes de scierie issus du b (v) de la définition de biomasse ou lorsque la biomasse est issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique nominale de l'installation est comprise entre 2 MW et 20 MW.</p>	<p>Présence de 3 chaudières fonctionnant au gaz naturel et présentant une puissance totale de 4,1 MW</p> <p>2 chaudières process (chauffage d'huile) : puissance de 3,2MW</p> <p>1 chaudière pour le chauffage des locaux d'une puissance de 900kw</p>	DC
2915.2	<p>Chauffage (procédés de) utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles.</p> <p>2. Lorsque la température d'utilisation est inférieure au point éclair des fluides, si la quantité totale de fluides présente dans l'installation (mesurée à 25 °C) est supérieure à 250 l.</p>	<p>Utilisation d'huile thermique pour une opération de séchage au niveau de certaines lignes d'impression.</p> <p>La température d'utilisation (210 °C) est inférieure au point éclair (280 °C).</p> <p>La quantité présente est de 13 000 litres.</p>	D
2663.2	<p>Stockage de pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques).</p> <p>2. Dans les autres cas et pour les pneumatiques, le volume susceptible d'être stocké étant inférieur à 1000 m<sup>3</sup>.</p>	<p>Volume de stockage : 6 m<sup>3</sup></p>	NC
2925	<p>Atelier de charge d'accumulateurs,</p> <p>la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant inférieure à 50 kW.</p>	<p>Puissance totale des postes de charges : 11 kW</p>	NC
4715	<p>Hydrogène (numéro CAS 133-74-0).</p> <p>La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieur ou égal à 100 kg</p>	<p>Stockage en bouteille : 1 kg</p>	NC
4718.2	<p>Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié</p>	<p>Stockage en bouteilles : 500 kg</p>	NC



	et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène).  La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines (strates naturelles, aquifères, cavités salines et mines désaffectées hors gaz naturellement présent avant exploitation de l'installation) étant inférieure à 6 tonnes.		
4719	Acétylène (numéro CAS 74-86-2).  La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 250 kg.	Stockage en bouteilles :12 kg	NC
4725	Oxygène (numéro CAS 7782-44-7).  La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 2 t.	Stockage en bouteilles :15 kg	NC

A : Autorisation - D : Déclaration - NC : Non Classé - DC : déclaration avec obligation de contrôle périodique (sans objet dans le cas d'un établissement soumis à autorisation) »

**Article 2 :** Les prescriptions de l'article 3.3.1.1 (Valeur limite d'émission, en concentration) de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 646 du 19 janvier 2011 sont remplacées par les suivantes :

« Les valeurs limites d'émission des chaudières sont conformes à l'arrêté du 03/08/18 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910.

Pour l'oxydateur l'exploitant est tenu de respecter les valeurs limites d'émission suivantes, pour ses rejets canalisés :

	Concentration maximale autorisée (en mg/Nm3)
Paramètres	Conduit n°1 Sortie oxydateur thermique
Poussières	-
SO2 (oxydes de Soufre)	-
NOx (oxydes d'azote exprimés en équivalent NO2)	50
CO (monoxyde de carbone)	50
CH4 (méthane)	50
COV non méthaniques (équivalent Carbone)	20 ou 50 si le rendement de l'oxydateur thermique est > 98%
COV spécifiques <sup>(1)</sup>	2

(1) : Les COV spécifiques sont des substances qui sont soit visées par l'annexe 3 de l'arrêté ministériel du 02 février 1998 modifié, soit des substances auxquelles sont liées les phrases de risques R40, R45, R46, R49, R60 ou R61. Compte tenu de leur dangerosité, lorsque ces COV spécifiques sont émis, des valeurs limites plus basses sont fixées. »

**Article 3 :** Les prescriptions de l'article 3.2.2 (Caractéristiques des rejets et installations raccordées) de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 646 du 19 janvier 2011 sont remplacées par les suivantes :

« Les rejets à l'atmosphère sont, en majeure partie, canalisés. Ces rejets proviennent :

- des chaudières,
- de l'ensemble des lignes d'impression,
- de la machine à laver (nettoyage à base de solvants).

D'autres rejets à l'atmosphère présentent une forme diffuse ; leurs origines sont les suivantes :

- opérations d'alimentation en encre des lignes d'impression,
- postes de nettoyage situés à proximité des machines, dans l'atelier d'impression,

Dans les 6 mois à compter de la date du présent arrêté, l'exploitant fournira une étude technico-économique visant à améliorer la captation des diffus en étudiant la possibilité de raccorder les postes de lavage manuel des rouleaux encres ainsi que ceux concernant les opérations d'alimentation en encre des lignes d'impression.

Le tableau suivant précise l'ensemble des rejets canalisés à l'atmosphère :

**Atelier d'impression et local « machine à laver »**

N° de conduit	Installations raccordées	Traitement des effluents gazeux	Débit nominal en Nm <sup>3</sup> /h	Hauteur du point de rejet
1	Ligne héliogravure n°1	Oxydateur thermique	66000	15 mètres
	Ligne héliogravure n°2			
	Ligne flexographie			
	Machine à laver (nettoyage à base de solvants)			

**Autres installations**

N° de conduit	Installations raccordées	Hauteur du point de rejet
2	Chaudière n°1 : Confort 900 kW	9 mètres
3	Chaudière n°2 : Process secours 1 744 kW	9 mètres
4	Chaudière n°3 : Process principale 1 500 kW	11,7 mètres après déplacement de la ligne HT (dans l'attente 9 m)

**Observations sur les débits**

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure, rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals), après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs). »

**Article 4 :** Les prescriptions de l'article 3.3.1.2 (Quantités maximales émises) de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 646 du 19 janvier 2011 sont remplacées par les suivantes :

« Les flux maximums des chaudières sont conformes à l'arrêté du 03/08/18 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910.

Pour ce qui concerne l'oxydateur, l'exploitant est tenu de respecter les flux maximums suivants :

	<b>Quantités maximales autorisées :</b>
	<b>Conduit n°1 : Sortie oxydateur thermique</b>
Débit théorique (Nm <sup>3</sup> /h)	66000
Heures de fonctionnement de l'installation sur une année	8760 heures
COV spécifiques <sup>(1)</sup>	0,13kg/h et 1,16 t/an

(1) : Les COV spécifiques sont des substances qui sont soit visées par l'annexe 3 de l'arrêté ministériel du 02 février 1998 modifié, soit des substances auxquelles sont liées les phrases de risques R40, R45, R46, R49, R60 ou R61. Compte tenu de leur dangerosité, lorsque ces COV spécifiques sont émis, des valeurs limites plus basses sont fixées. »

**Article 5 :** Les prescriptions de l'article 9.2.1.2 (Surveillance des émissions à l'atmosphère par mesures périodiques) de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 646 du 19 janvier 2011 sont remplacées par les suivantes :

« L'exploitant procède au contrôle des rejets de ses installations, sur les paramètres mentionnés dans le tableau suivant, selon la fréquence associée et les méthodes de mesure normalisées en vigueur :

Point de rejet	Installations	Paramètres à contrôler	Fréquence de contrôle
1	Sortie oxydateur thermique	COV non méthaniques (équivalent Carbone)	Annuelle
		NOx (oxydes d'azote)	
		CO (monoxyde de carbone)	
		CH4 (méthane)	
		COV spécifiques (total)	
		COV spécifiques, avec spéciation	Tous les deux ans
2	Chaudière 1	NOx (oxydes d'azote)	Triennale
3	Chaudière 2	NOx (oxydes d'azote)	Triennale
4	Chaudière 3	NOx (oxydes d'azote)	Triennale »

**Article 6 :** information des tiers

Une copie de l'arrêté est déposée en mairie de Vecqueville et peut y être consultée.

Un extrait de l'arrêté est affiché en mairie de Vecqueville pendant une durée minimum d'un mois.

L'arrêté est publié sur le site internet de la Préfecture de la Haute-Marne pendant une durée minimale de quatre mois.

**Article 7 : Exécution**

Le Secrétaire général de la préfecture de la Haute-Marne, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand-Est, le Directeur départemental des territoires et le Directeur territorial de l'Agence régionale de santé sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société CONSTANTIA JEANNE D'ARC et dont une copie sera transmise au maire de Vecqueville.

Pour la Préfète et par délégation,  
Le Secrétaire général de la préfecture,



Guillaume THIRARD

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Le cas échéant, le tribunal administratif peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » ([www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)). Ce délai est prorogé si un recours administratif (gracieux ou hiérarchique) est introduit dans le même délai de deux mois à compter de sa publication et/ou notification.*